



## Propositions formulées par les participants à l'atelier préparatoire

### LES CONDITIONS PRÉALABLES AU DÉBAT

#### • La nature des données fournies au débat

- De nombreux participants s'accordent pour dire que les données portées à la connaissance du public doivent être :
  - fiables,
  - vérifiées,
  - exhaustives,
  - plurielles (experts des collectivités, des associations) et de différents niveaux (des plus accessibles aux plus techniques),
  - actualisées (le corpus doit intégrer les nouveaux usages de l'énergie),
  - complètes (on a besoin de TOUTES les données, y compris celles de 1990, 2012 et 2016 pour permettre un comparatif efficace),
  - qualitatives : à côté des données quantitatives, il faut introduire des données qualitatives pour expliquer et ne pas effrayer/éloigner le grand public.
- Nécessité d'obtenir la restitution synthétique de tous les ateliers conduits par la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC).
- Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur la manière dont on peut rendre effective la volonté de transmission et de transparence des données, que ce soit celles les scénarios RTE, des chiffres du Ministère, d'EDF, etc.
- Le rapport du Commissariat général au développement durable (CGDD) d'avril 2017 pourrait servir de base pour un état des lieux consensuel.
- En termes d'état des lieux, il est nécessaire d'apporter des précisions sur :
  - les émissions de CO<sub>2</sub> (où l'on en est aujourd'hui)
  - la consommation d'uranium
  - les gaz à effet de serre de manière globale (pas que le CO<sub>2</sub>)
- Il faut également mettre à disposition du public l'état des lieux de nos voisins (que se passe-t-il hors de nos frontières ?) et notamment leurs besoins d'importation qui sont intégrés dans la PPE.

- **La LTECV**

- Nécessité pour le Gouvernement, dans le débat, d'expliquer pourquoi on ne peut pas respecter les objectifs fixés par la loi de transition énergétique – LTECV (et dans ce cas, l'obligation de revoir la loi).

- **La mise en discussion des scénarios RTE**

- C'est un préalable indispensable au débat.

- **Obtenir les grandes lignes sur lesquelles on débat**

- À défaut d'avoir le document lui-même de la future PPE, il faut trouver dans le DMO les grandes lignes, y compris une position concernant les objectifs de la LTECV remis en cause par le Ministre. On doit avoir la ligne directrice du Gouvernement pour commencer à discuter.

## LES GRANDS SUJETS À DÉBATTRE

- **Il faut traiter de l'énergie dans son ensemble, pas que de l'électricité**

- **La question du nucléaire**

- Aborder le sujet en évitant les postures clivantes
- Parler de la compétitivité du nucléaire : EDF va donner un coût qui suscite des questions (peut-on objectiver cette donnée ?)
- Parler des déchets, mais aussi du risque d'accident qui n'est jamais abordé, y compris dans les ateliers de la DGEC.
- Traiter les questions du coût de l'arrêt du nucléaire ; le citoyen est-il prêt à payer ?

- **Regard sur l'international**

- Vérifier que nos positions sont bien en rapport avec celles des autres pays (importations/exportations).
- Examiner les exercices prospectifs des autres pays : que prévoient-ils pour l'avenir ?
- Envisager d'inviter des experts étrangers.

- **Vision systémique et de moyen-terme**

- Importance d'inscrire les discussions dans une cohérence systémique.
- Que les acteurs s'expriment sur les objectifs de neutralité carbone en 2050.
- Le débat doit être l'occasion de construire des visions de long terme, pas uniquement de choisir entre des scénarios (étapes nécessaires à tracer pour atteindre ces visions).

- **Acceptabilité, impacts de la transition énergétique**

- Le moment est historique, nécessité d'établir un contrat social qui accompagne la transition
- Réflexion plus globale sur le développement de la société.
- Nécessité d'éclaircir les souhaits du public et de faire exprimer leur position en termes de consommation, prix, etc. À quoi sont prêts les citoyens ?

- **Décentralisation des énergies**

- Importance du local/territorial : comment mieux articuler les exercices au niveau régional (SRADDET, TEPOS, etc.) afin de mettre en place une meilleure cohérence globale ?

- **Prix et coût**

- Que va coûter la transition énergétique ? Qui va payer ? Quels emplois peuvent-être créés ?

- **Energies renouvelables**

- Traiter toutes les sources d'énergie renouvelable, pas seulement le solaire et l'éolien, mais aussi la biomasse, l'hydroélectricité, etc.

- **Biomasse**

- Doit être traité comme un sujet à part entière
- L'agriculture peut s'impliquer dans la production de biomasse ; il faut discuter des conditions de cette production

- **Gaz**

- Il faut aborder la question du gaz, d'autant que des décisions doivent être prises dans les trois prochaines années.

- **Le développement industriel**

- Traiter de la question des emplois, du dynamisme économique, des reconversions, pour quelles filières, etc. ?
- Une réindustrialisation est-elle possible ?

- **Autres sujets à ne pas oublier**

- Le pétrole
- La priorité climatique
- Les questions de santé publique
- Les transports
- La production de chaleur
- Les technologies émergentes : autoconsommation, stockage...

## LES MODALITÉS DU DÉBAT

- **La demande**

- Sur les quatre enjeux identifiés pour le débat, trois portent sur des sujets transverses, un sur l'offre : il faut qu'il y en ait un qui porte sur la demande.

## APRÈS LE DÉBAT

- **Le « tenir compte »**

- Il faudra veiller à ce que les avis du public soient pris en compte dans les dispositions de la PPE. Assurer un suivi post-débat est indispensable.